

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 11 décembre 2015 relative à l'évolution des règles d'équilibrage sur les réseaux de transport de GRTgaz et TIGF au 1^{er} octobre 2015

Contribution ANTARGAZ

11 janvier 2016

Q1. Aucun retard n'est à ce jour anticipé pour la mise en œuvre de la fusion des zones. Considérez-vous néanmoins qu'il est souhaitable de commercialiser des capacités à la liaison Nord-Sud après septembre 2018 ?

La fusion étant prévue le 1^{er} novembre 2018 et les capacités de la liaison Nord/Sud n'ayant été commercialisées que jusqu'à fin septembre 2018, il est indispensable de couvrir a minima la période d'octobre 2018... Par ailleurs, bien que le planning initial ne présente à ce stade aucun retard, la prudence impose de laisser une porte de sortie en cas de délai imprévu. Antargaz accueille donc favorablement la proposition de GRTgaz de commercialiser la capacité sur ce point au-delà de septembre 2018, jusqu'au 30 septembre 2019.

Q2. Etes-vous favorable aux échéances de commercialisation des capacités annuelles à la liaison Nord-Sud telles qu'envisagées par GRTgaz, ou préférez-vous la solution visant à lisser les ventes de capacités annuelles sur trois ans ?

Antargaz rejoint le point de vue de la CRE concernant la flexibilité nécessaire aux variations de portefeuille et souscrit à la proposition d'étalement de la commercialisation à savoir 50% en 2016 puis 25% en 2017 et 2018.

Q3. Etes-vous favorable à la proposition de GRTgaz de ne déclencher la vente de capacités interruptibles que si au moins 95% des capacités fermes proposées à la vente ont été souscrites ?

Comme nous avons pu le souligner en réunion de concertation, nous constatons que les incréments (Large Steps) de la dernière phase de commercialisation en 2015 ont abouti à la commercialisation de 92.2% de la capacité disponible (GY17) bloquant la commercialisation des capacités interruptibles.

Aussi, le seuil de 95% n'est envisageable que si le niveau des grands paliers (Large Steps) est revu à la baisse : le saut entre les enchères 2014 (83,782166 ct€/kWh/h) et celles de 2015 (219,5694 ct€/kWh/h) était manifestement trop important, il s'agit donc de calibrer ces grands paliers à un niveau adéquat.

Toutefois, au vu de l'expérience passée, il serait prudent d'abaisser ce seuil par exemple à 92% pour s'affranchir de situations de blocage préjudiciables aussi bien au GRT qu'à l'ensemble des expéditeurs avec des capacités interruptibles non commercialisées.

Q4. Etes-vous favorable à la proposition de GRTgaz ne plus commercialiser de capacités interruptibles trimestrielles et mensuelles ?

Antargaz ne voit pas d'inconvénient à ne plus commercialiser de capacités interruptibles sur le pas de temps trimestriel et mensuel, les capacités invendues étant affectées d'une part à l'affermissement des capacités interruptibles annuelles et d'autre part aux ventes fermes quotidiennes.

Q5. Etes-vous favorable au maintien du mode de commercialisation des capacités quotidiennes mis en œuvre depuis le 8 octobre 2015 ?

Antargaz est favorable au maintien du mode de commercialisation appliqué depuis octobre 2015 et à sa stabilité jusqu'en 2018.

Q6. Souhaitez-vous que les canaux de commercialisation des capacités court terme soient rationalisés ? Si oui, êtes-vous favorable, comme la CRE à ce stade, à l'option 1 « chemin vers la fusion », ou à l'option 2, « 100% PRISMA » ?

Antargaz accueille favorablement la volonté de rationaliser les canaux de commercialisation des capacités court terme.

Comme indiqué en réunion de concertation, Antargaz est favorable au schéma « chemin vers la fusion » qui présente l'avantage d'être simple en s'appuyant sur des outils familiers aux acteurs de marché ayant démontré leur efficacité : Powernext pour le « market coupling » en J-1, la plate-forme Trans@ctions pour les capacités UBI disponibles en intra J.

Comme le signale la CRE, 100% des expéditeurs ont accès à ces outils (soit directement soit via leur gestionnaire d'équilibre), cette option n'est donc pas discriminante.

En comparaison, la plate-forme PRISMA est peu explicite quant à son mode de fonctionnement, tardif dans la journée et le prix de réserve associé à son mécanisme ne reflète pas toujours la réalité du marché. De ce fait certaines capacités demeurent invendues quand bien même il est préférable pour le GRT, et donc la communauté, de commercialiser au maximum la capacité disponible quand bien même les conditions de marchés sont inférieures au prix de réserve (optimisation).

Q7. Etes-vous favorable à la reconduction du JTS en 2016 et jusqu'à la création d'une zone de marché unique en 2018 ?

En l'état actuel du marché observé depuis plus d'un an, on peut effectivement s'interroger sur l'utilité du maintien de ce produit dont le coût pèse lui aussi sur les tarifs de transport dont l'inflation galopante est dangereuse pour l'attractivité du marché du gaz naturel en France.

Le maintien de ce produit ne nous semble plus justifié dans les conditions actuelles de marché. Il semblerait donc raisonnable de le suspendre, quitte à pouvoir le réactiver en cas de tension avérée sur le marché, décision pouvant être prise en Concertation.